

N° 7012<sup>3</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2016-2017

# PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

**relatif à la participation du Luxembourg à la mission civile  
de l'Union européenne de renforcement des forces de  
sécurité intérieures en Ukraine**

\* \* \*

## AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(8.12.2016)

Le projet de règlement grand-ducal a été déposé le 7 juillet 2016 à la Chambre des Députés par le Ministre aux Relations avec le Parlement à la demande du Ministre des Affaires étrangères et européennes. Un exposé des motifs était joint au texte du projet de règlement grand-ducal. La base légale du projet de règlement grand-ducal sous avis est constituée par la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales. La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés a rendu son avis positif le 8 juin 2016.

L'objet du présent projet de règlement grand-ducal consiste à prolonger la participation du Luxembourg à la mission civile de l'Union européenne de renforcement des forces de sécurité intérieures en Ukraine (EUAM Ukraine), en portant le nombre de participants à un maximum de deux membres de la Police grand-ducale. Cette mission se place dans le cadre de la Politique de Sécurité et de Défense Commune (PSDC). Selon l'exposé des motifs, la mission, qui a officiellement commencé ses opérations à partir de son siège à Kiev le 1<sup>er</sup> décembre 2014 sur invitation du gouvernement ukrainien, a comme principal mandat l'assistance aux autorités civiles ukrainiennes au niveau stratégique pour réformer leur secteur de sécurité civil et renforcer l'Etat de droit. L'accent est mis plus particulièrement sur la police ukrainienne. Le quartier général de la mission est établi à Kiev, mais elle travaille aussi dans les autres régions d'Ukraine, avant tout par l'envoi d'équipes mobiles pouvant y recueillir les informations nécessaires à la mise en œuvre des réformes institutionnelles nécessaires au niveau national.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 29 novembre 2016. La Haute Corporation fait remarquer que la fiche financière prévue par l'article 79 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, fait défaut. Le Conseil d'Etat réitère ses remarques déjà formulées à plusieurs reprises, dans un passé récent, en ce qui concerne la fixation d'une limite temporelle de la participation luxembourgeoise aux missions internationales. Or, l'article 1<sup>er</sup> du projet de règlement grand-ducal précise que la participation luxembourgeoise soit prévue jusqu'à la fin de la mission. Dans le commentaire des articles, cette disposition est motivée par l'importance que le Luxembourg accorde à la stabilité régionale dans le voisinage Est de l'Europe.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat émet une série de propositions d'ordre légistique. Il propose aussi d'omettre la deuxième phrase de l'article 6 („(l)es frais de transport sont à charge de l'Etat“) considérée comme superfétatoire car redondante par rapport au règlement grand-ducal du 14 juin 2015.

Le Gouvernement a introduit un texte modifié tenant compte des remarques du Conseil d'Etat. La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration recommande à la Conférence des Présidents de rendre un avis favorable à ce texte.

\*

La Conférence des Présidents se prononce en faveur du règlement grand-ducal n° 7012 et rend un avis positif au texte.

Luxembourg, le 12 décembre 2016

*Le Secrétaire général,*  
Claude FRIESEISEN

*Le Président de la Chambre des Députés,*  
Mars DI BARTOLOMEO